Un congrès a aussi un visage…

Quel a été celui de Saint Jean de Monts en 2008 ?

296 délégués étaient présents : 284 mandatés par les SDEN, 11 par la SNR[1] et 1 par le GNPID[2] ; 278 sont des actifs, 18 des retraités ; 198 avaient un mandat délibératif sur les 241 attribués (soit 82 %), 98 un mandat consultatif.

Les SDEN présents représentaient 10 897 voix *(1 adhérent = 1 voix)* sur les 11 300 syndiqués. Ce nombre de voix progresse de 13% par rapport à Port-Barcarès en 2005 (9 663 voix et 8 925 à Lille en 2002). A Saint Jean de Monts, 96,4% des voix étaient représentées, pour 98,5 % à Port-Barcarès. Si l'effectif du syndicat progresse de 15,2%, le nombre de représentants au congrès diminue.

➔ ***Comme à Port-Barcarès,*** 8 départements étaient absents (7 à Lille).

➔ **127 délégués** assistaient à leur premier congrès de l'UNSEN, soit 44% des délégués (125 et 38% à Port-Barcarès).

En 2005, le congrès concluait qu'il fallait "*réfléchir à donner **plus de responsabilités aux femmes, aux jeunes et à tous les corps** dans nos syndicats départementaux et notre Union nationale*".

L'objectif est-il atteint ?

- ***La féminisation***

A Lille, en 2002, 30% des délégués étaient des femmes ; 3 ans plus tard, à Port-Barcarès, il y en avait 38%... et encore 38% à Saint Jean de Monts.

Force est de constater que la féminisation du congrès n'évolue guère. Pourtant dans notre profession, les femmes sont largement majoritaires et, dans notre fichier, elles représentent à peu près 47 % des syndiqués.

- ***Le rajeunissement***

Si les délégués étaient moins nombreux entre **30 et 50 ans** (*53% des délégués contre 55% à Port-Barcarès et 60% à Lille*), le report s'est fait sur des délégués plus âgés : **9% avaient moins de 30 ans mais 38 % plus de 50 ans**.

Nous ne remplissons donc pas notre contrat *(ils étaient 10% à Port-Barcarès et 7% à Lille à avoir moins de 30 ans, 33% à Port-Barcarès comme à Lille pour les plus de 50 ans).*

L'âge moyen, 45,3 ans, traduit aussi ce vieillissement. Il était de **44 ans aux 2 derniers congrès.**

8 SDEN ont mandaté des retraités comme délégués. C'est un plus pour la prise en compte de l'activité retraitée dans les SDEN. Cependant, cet état ne traduit pas la réalité de notre organisation ni son évolution, car depuis notre dernier congrès, 16 % des nouveaux adhérents ont moins de 30 ans.

Pour terminer, sacrifions à la tradition… **Maryvonne Goutelle, la doyenne du congrès, en est aussi la plus ancienne syndiquée (1962)**. Le relais est assuré par un binôme : **Antonin** du Nord (déjà le plus jeune à Port-Barcarès) et **Florence** de Nice, tous deux âgés de 24 ans.

- ***La diversification***

Il y avait à Saint Jean de Monts **7 agrégés, 57 certifiés, 5 CPE, 174 PLP, 32 *"1er degré"*, 1 PEPS, 4 contractuels et 5 assistants d'éducation/surveillance, 1 chef d'établissement et 1 COP… soit 60 % de PLP, 20 % de certifiés et 11% du 1er degré.**

Parmi nos adhérents, 58% sont PLP. Pour le 1er degré, la représentation est légèrement supérieure. Les certifiés, quant à eux, sont particulièrement bien représentés (11% de nos syndiqués).

La représentation du 1er degré est quasiment identique à celle de Port-Barcarès tandis que les délégués certifiés sont plus nombreux (12% à Port-Barcarès).

Pour la première fois, on note une baisse significative du nombre de délégués PLP (60% au lieu de 68 % à Port-Barcarès et 67 % à Lille).

La CEX avait mis l'accent sur trois critères pour la désignation des délégués : féminisation, rajeunissement et diversification des corps. Nous pouvons déplorer que seule la diversification des corps a connu une évolution positive.

Ainsi, l'effort à fournir est encore grand, d'autant que se profilent les élections professionnelles en décembre 2008.

Mary-Pierre Lenoir

[1] *SNR : Section Nationale des Retraités*
[2] *GNPID : Groupement National des Personnels d'Inspection et de Direction*

Académie nantaise, bravo !

Un congrès ne saurait se dérouler sans l'efficace soutien d'une équipe de militants.

A ce titre, nos camarades de l'académie de Nantes, vendéens et tous les autres, ont su démontrer leur sens de l'organisation et de l'adaptation ;

Qu'il s'agisse du BAR (bureau académique de régénération), qu'un soleil agréable a conduit à proposer ses services grâce à une vente ambulante ;

Qu'il s'agisse des échotiers du "Petit Montois m'a dit", journal du congrès, prompts à relever ou illustrer, dans leurs colonnes, les temps forts comme les détails savoureux ;

Qu'il s'agisse de l'équipe chargée de la reprographie, en lutte permanente contre un monstre technologique capable de plier, dans tous les sens et d'éditer en couleur, nos documents ;

Qu'il s'agisse des camarades chargés du transport, parfois envoyés récupérer des camarades "fantômes" dans les gares.

Tous se sont entièrement mis au service du bon déroulement du congrès.

Soyez-en tous remerciés !

Jean-Yves Jolly

Un congrès ... trois résolutions

➔Construire l'école de la réussite pour tous dans un service public d'éducation unifié

Votée à Port Barcarès, cette résolution a été actualisée. En 2005, la loi Fillon pour l'école est en passe d'être votée ; aujourd'hui, les réformes s'accélèrent et confirment les orientations rétrogrades inscrites dans la loi.

Le fonctionnement libéral de l'école est résolument engagé. L'Etat se désengage et diminue les dépenses pour l'éducation. L'économie de marché détermine l'organisation de l'école, les techniques managériales font florès : rentabilité, autonomie, concurrence, performance, mérite individuel exonérant l'état de sa responsabilité.
L'ambition éducative est plus que jamais sélective, le renoncement à l'égalité des droits à l'éducation et l'adaptation de l'école aux prétendues "différences" de chacun légitimés.

Les réformes en cours participent d'un tri social renforcé : suppression de la carte scolaire, socle commun réduit, contenus et méthodes privilégiant les automatismes plus que l'intelligence, Education Prioritaire sacrifiée, évaluation omniprésente, collège unique supprimé et filiarisation officialisée, orientation précoce pour les jeunes en difficulté.
Le processus de reproduction sociale est ainsi renforcé, les parcours scolaires différenciés, l'organisation et les finalités du système éducatif menacées.

Notre conception d'une école démocratique et émancipatrice nécessite des transformations profondes, des objectifs ambitieux pour tous et des conditions à la hauteur des enjeux sociaux.
Sont au premier plan : la mixité, avec comme instrument de régulation sociale et de réussite pour tous une carte scolaire adaptée ; une culture commune de haut niveau et des pédagogies de progrès donnant du sens et favorisant l'accès au savoir, conduisant à l'autonomie de jugement et à l'épanouissement ; un service public exemplaire en matière de laïcité et d'égalité.

La volonté de préciser le texte par de nombreux amendements, la participation au débat général qui a permis aux SDEN d'exposer leurs différences d'approche et le travail concentré lors du vote des amendements ont démontré l'intérêt porté à cette résolution.
Il nous reste à la faire vivre…

Nicole Hennache

➔Un syndicat qui s'organise pour gagner.

Le titre de la 2ème résolution adoptée au congrès de Saint Jean de Monts est évocateur. **Un syndicat a besoin d'améliorer sans cesse la qualité de sa vie syndicale,** cela permet une plus grande réactivité, une meilleure diffusion de l'information, la participation aux débats du plus grand nombre.
Une vie syndicale organisée doit permettre un renforcement de la CGT Educ'action mais aussi de toute la CGT. Aucun établissement ou école ne doit être laissée de côté car c'est en étant tous ensemble que l'on fait bloc pour se faire entendre, pour réfléchir, construire, développer et faire aboutir les revendications des salariés et des retraités. Développer la vie syndicale c'est aussi permettre au plus grand nombre de se former, c'est améliorer la continuité syndicale lors de mutations, de départs en retraite, de changements de fonction… C'est accueillir les nouveaux syndiqués, donner des responsabilités et aussi améliorer l'information. La CGT Educ'action s'est d'ailleurs doté d'un site Internet performant (www.unsen.cgt.fr) et régulièrement mis à jour. Ces quelques points, parmi d'autres, débattus avant et pendant le congrès, et précisés par les amendements, ont traduit la volonté des SDEN et des congressistes de se saisir de l'ensemble de ces questions pour gagner en efficacité.

C'est aussi de la qualité de notre vie syndicale que dépendra notre capacité à faire que la CGT présente des listes partout et dans tous les corps, lors des élections de décembre 2008.

Christophe Godard

➔ Territoires et syndicalisme : en avant toutes !

En premier lieu, il s'agit de poursuivre la réflexion conformément à l'orientation votée par près de deux tiers des syndicats départementaux.
Les lieux et les processus décisionnels ont subi et continueront à subir de très profondes mutations. Aussi, pour donner tout son sens à l'action syndicale, il faut lui permettre d'être portée et comprise par les acteurs de ces nouveaux territoires.
C'est ainsi qu'a muri la volonté de faire travailler et débattre les syndiqués de notre organisation sur le thème *"Territoires et syndicalisme"*.
En effet, la profonde transformation du salariat, le chômage massif, la précarité et la pauvreté de certains travailleurs, la désertification d'une partie des territoires, les inégalités territoriales nécessitent que la CGT replace le travail dans son environnement.
On agit là où le salarié travaille et vit, on agit sur ses conditions de travail mais aussi sur le logement, les moyens de transport, la santé, l'accès à l'éducation, à la formation et à la culture…

Partant des préoccupations des salariés, l'action syndicale se doit d'être une force de propositions et de participer à la construction de solidarités à tous les niveaux pour peser sur les décisions.
Agissant dans le secteur de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, nous sommes à la croisée de nombreuses problèmatiques territoriales.
Cela doit nous conduire à mieux travailler, de manière fédérale et inter professionnelle, afin de relever les enjeux territoriaux en matière de développement et d'aménagement.
Nous devons aussi intégrer dans notre réflexion les modes de fonctionnement des structures représentatives locales, démocratiquement élues.
Or, si celles-ci sont effectivement élues, leurs pratiques au quotidien ne sont pas forcément démocratiques. Il s'agit alors de gagner de nouveaux droits. La pratique syndicale a certainement un rôle à y jouer C'est l'orientation de la CGT Educ'action validée lors du congrès.
C'est la démarche à impulser pour faire avancer les propositions de la CGT , là où sont prises les décisions.
A nous de les faire mieux partager par l'ensemble des citoyens.

Catherine Perret

Immigration et solidarité : un engagement syndical

Les débats du congrès ont trouvé un prolongement, au soir du 21 mai, à notre engagement syndical en solidarité avec les immigrés. Richard Moyon, co-fondateur du Réseau Education Sans Frontières (RESF), par ailleurs membre du syndicat CGT-Educ'action des Hauts-de-Seine, était invité à participer à ce débat qui a rassemblé une centaine de congressistes.

Deux aspects de notre engagement syndical ont été débattus

D'une part, notre participation aux luttes pour la régularisation des élèves sans-papiers et de leur famille dans le cadre du RESF.

D'autre part, notre implication militante CGT, dans les grèves des travailleurs sans-papiers avec occupation, dont la "deuxième vague" venait de débuter.

Deux combats qui nous engagent à la fois comme personnels de l'Education nationale et syndicalistes CGT.

➔ Il y a d'ailleurs un point commun entre les campagnes menées par le RESF et les grèves de travailleurs sans-papiers. Dans les deux cas, des brèches ont été ouvertes dans les représentations négatives entretenues par les discours officiels stigmatisant le "clandestin".

Avec le RESF, nombre d'enseignants et de parents d'élèves ont découvert que les sans-papiers, ce pouvait être la mère ou le père d'un élève de l'école.

Les sans-papiers en grève montrent, à leur tour, qu'ils sont des **travailleurs surexploités qui créent des richesses et souvent cotisent, payent des impôts. Dans tous les cas, ils font partie de notre vie.**

➔ Le foisonnement des échanges a témoigné d'un investissement toujours plus important des militants de la CGT Educ'action dans ces combats. Impossible de citer tout le monde.

• ***Evoquons le témoignage de Véronique***, qui a montré comment la condition des sans-papiers, tellement éloignée des réalités du Limousin où elle vit et travaille, a brutalement fait **irruption dans les consciences lorsque des élèves de son lycée se sont avérés concernés, et que la naissance du RESF, avec le soutien de l'UD CGT, s'est imposée comme un devoir et une évidence.**

• ***Areski et Janine de Seine-Saint-Denis*** où les familles sans-papiers sont particulièrement nombreuses, ont soulevé les difficultés qu'on rencontre quand on doit agir dans l'urgence et qu'on n'a pas de formation juridique.

• ***Yasmina a souligné les progrès dans le mouvement syndical,*** l'UD de la Côte-d'Or ayant, par exemple, adopté à son dernier congrès une résolution de soutien au RESF et aux travailleurs sans-papiers.

• ***Patrick a évoqué les relations entre le mouvement syndical et le collectif des sans-papiers du Nord,*** l'un des plus anciens et des plus actifs, qui a subi une lourde répression le conduisant à une longue grève de la faim l'été dernier et à la marche des ch'tis sans-papiers de Lille qui venait d'arriver à Paris.

• ***Didier a expliqué comment l'UL de Rouen*** avait constaté la difficulté à envisager des grèves de sans-papiers comparables à celles de la région parisienne, car il n'y a pas en Seine maritime les mêmes concentrations sur un même lieu de travail permettant une occupation des locaux. Il a souligné la nécessité d'impliquer les syndicats et de favoriser l'unité.

• ***Fabienne a montré comment, en Seine-et-Marne*** où 90% des entreprises comptent moins de dix salariés, l'UD a pris appui sur les grèves touchant d'autres départements de la région parisienne pour présenter 180 dossiers et obtenir du préfet des engagements de régularisations.

• ***Abdel a conclu*** sur le caractère indivisible de l'être humain : que l'on soit célibataire, parent, salarié ou chômeur, **chacun a droit à la dignité et aux droits fondamentaux attachés à la personne humaine.**

➔ En effet, qu'il s'agisse du RESF ou des grèves de travailleurs sans-papiers, les brèches ouvertes concourent au même objectif, réaffirmé par le 48ème congrès confédéral : la régularisation de tous les sans-papiers.

Pablo Krasnopolsky

Un mouvement historique

"On vit ici, on bosse ici, on reste ici ! c'est le mot d'ordre des travailleurs sans-papiers en grève qui occupent leurs entreprises depuis le 15 avril. C'est la première fois que les sans-papiers revendiquent leurs droits en tant que salariés et une première côté syndical. Il ne s'agit plus d'un soutien humanitaire et lointain : c'est en acteur direct que le syndicalisme exige la régularisation de cette partie surexploitée du monde du travail. Travaillant dans le bâtiment, le nettoyage, la restauration, l'aide à la personne, les sans-papiers sont des *" délocalisés sur place"*.

En exigeant l'égalité des droits, ils s'opposent à la mise en concurrence des salariés... et méritent notre soutien résolu.

Les mauvais coups de l'été

Avec la présidence de l'UE le 1er juillet, N.Sarkozy envisage de faire adopter un *"pacte européen"* qui interdira définitivement aux 27 Etats toute régularisation massive. De son côté, le parlement européen est appelé à adopter fin juin une directive qui projette de porter l'enfermement des étrangers à 18 mois maximum, y compris pour les mineurs qui pourront être expulsés dans un pays où ils n'ont aucune attache, et, pour tous les expulsés, une interdiction du territoire des 27 pays de l'UE pendant 5 ans. Un bannissement ! *Le RESF appelle à se mobiliser contre cette directive de la honte !*

Vers un apprentissage de la xénophobie ?

"La diversité de la population sur le territoire national est prise en compte en faisant apparaître (...) : – la nature des droits civils, économiques et sociaux accordés à tous les habitants régulièrement installés sur le territoire national".

Cet extrait du projet de nouveaux programmes d'Education civique au collège accrédite l'idée que les étrangers sans papiers pourraient être privés des droits fondamentaux qui s'appliquent à tous (droits à la scolarité, aux soins, au mariage...)

La CGT Educ'action est donc signataire de la pétition* qui dénonce toute tentative de transformer l'éducation civique en prosélytisme en faveur d'une vision réductrice de l'immigration et négatrice des droits des étrangers.

** sur notre site*

En vente, le nouveau "Guide RESF".

Contenus, pédagogie, autonomie…

Telle était l'ambitieuse question posée dans 2 ateliers animés, après de brèves introductions…
Eveline Charmeux, professeur honoraire d'IUFM,...

"(…) ***Tous les élèves sont capables et éducables. Mais pourquoi tel ou tel réussit ou échoue ? Pourquoi la curiosité intellectuelle se met-elle en stand by ou en action ? Pourquoi y a-t-il mal-être à l'école et une vie scolaire de galère pour de nombreux jeunes, d'origine sociale défavorisée mais aussi ordinaire ?***

➔ ***Quels processus conduisent à cela ?***

• ***Est-ce la domination absolue du déterminisme social ?…***
La misère sociale est bien en première ligne, mais alors on verse vite dans un fatalisme qui renvoie chacun à un destin scolaire tracé d'avance…

• ***Est-ce l'école, son organisation, ses contenus, sa pédagogie ?***
L'école publique ne peut à elle seule résorber les effets d'une société de plus en plus inégalitaire, d'autant que, très élitiste, elle produit son propre échec.(...). Mais le service public d'éducation doit tout faire pour restituer de l'égalité et de la justice scolaires aux exclus du savoir.

Il faut donc
"ouvrir la boite noire de l'école".

D'où 2 approches indissociables.(…).

⏩ ***Qu'apprend-t-on et comment apprend-on aujourd'hui à l'école ?***
Au primaire, *pourquoi le passage aux 24 heures, la mystification du retour aux fondamentaux, les nouveaux programmes et la pédagogie qui va avec, conduiront-ils à abandonner davantage les enfants les plus fragiles ?*
Dans le secondaire, *que penser du centrage quasi exclusif sur les programmes disciplinaires ? Comment rendre leurs objectifs atteignables par tous, éviter leur dimension académique ?(…) Leur juxtaposition correspond-elle aux besoins des élèves ? (…).*

⏩ ***La liberté pédagogique est inscrite dans la loi. Mais de quelle liberté pédagogique parle-t-on ?***
La liberté individuelle de chaque enseignant selon la conception très libérale qui prévaut aujourd'hui ? N. Sarkozy prône cette liberté… parallèlement à la logique de performance.
Ou bien la liberté individuelle mais aussi collective, concertée en fonction des élèves, du travail d'équipe, de la mise en place de projets ?
Les choix pédagogiques peuvent-ils se faire sans l'apport des recherches en sciences de l'éducation ? (…)
Et fondamentalement, en quoi la pédagogie de transmission/empilement/répétition est-elle liée aux rapports sociaux de pouvoir, de domination, de contrôle… et constitue un choix politique majeur à l'insu des enseignants ?

⏩ ***Dans quel cadre social et relationnel se font les apprentissages ? Avec quelle autonomie ?***
Celle, toute libérale, qui donne au chef d'établissement une autorité accrue (…) et au conseil pédagogique un pouvoir hiérarchique ?(…) Ou celle qui émane de la salle des maîtres ou des prof. pour mettre en place un travail d'équipe ? (…) Qui doit piloter ? Une dynamique collective des personnels ? La volonté de l'équipe de direction ? Ou les deux ? Ce qui met en cause les rapports hiérarchiques ? ***Bref une gestion démocratique de l'école est-elle possible ?***

Ainsi, d'autres contenus, méthodes, conception de l'autonomie peuvent rendre l'école démocratique. *(…)*
La conception de l'école correspond à celle de la société. *(…)*
En revenant aux modes de fonctionnement d'hier, on renonce ouvertement à démocratiser l'école, pour trier plus encore en fonction des besoins économiques. L'option qui prévaut dans le projet libéral, c'est l'option de sélection sociale.

Qui, sinon la CGT, serait le plus à même de porter la réflexion sur ces sujets ? *

Nicole Hennache

➔ ***Atelier "Programmes et pédagogie"***

"Pour nous, une école démocratique est ***une école qui apporte à tous les enfants ce que la famille apporte à quelques-uns.*** *Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, pas plus qu'hier et encore moins que demain… si l'on en juge par les nouveaux programmes !!*
La question à poser est donc : quels sont les principes incontournables - avec les indicateurs qui permettent de les repérer dans la classe - qui définissent une école démocratique ?

Il s'agit d'abord d'être convaincu d'un certain nombre d'"affirmations prérequises".
• *Il n'y a pas de fatalisme social et aucune raison logique ne justifie que l'injustice sociale n'entraîne automatiquement l'échec scolaire.*
• *Un enfant est un "sujet" et non un "objet" ou un "produit".*
• *Tous les élèves ont des savoirs, et un "mauvais" élève n'est jamais un élève qui ne sait rien, mais un élève dont l'école méprise ou ignore les savoirs.*
• *Il importe donc de prendre en compte ces savoirs, si erronés et si éloignés du programme soient-ils, pour les mener (en les transformant) vers les attentes institutionnelles.*
• *Il importe également pour cela, de donner aux enfants de "vraies graines et non du sable" (formule d'Alain), c'est-à-dire de travailler sur du vrai, sur de l'ambitieux, et du valorisant". **

Eveline Charmeux

➔ ***De nombreux congressistes sont intervenus dans ce débat sur "contenus et pédagogie". Par manque de temps, tous n'ont pu s'exprimer.***

Des convergences ont été évidentes : *il faut réunir les conditions pour que, dans le respect de leurs différences, tous les enfants apprennent. Des pratiques aident à la construction des savoirs, d'autres conduisent à l'échec ceux qui n'ont que l'école pour apprendre.*
Faire réussir tous les élèves est un acte militant et un devoir moral. La pédagogie est une question politique qui doit intéresser le syndicalisme.
On ne peut renoncer à l'objectif émancipateur et laisser ce terrain à la droite et au Medef.

Et de nombreuses interrogations ont émergées : *Peut-on imposer un modèle pédagogique, renoncer à sa liberté ? Quelles recherches démontrent que le savoir se construit plutôt qu'il ne se transmet ? Les moyens ne sont-ils pas plus importants que les méthodes ? Doit-on justifier sa pratique ? Comment pratiquer autrement, partager cette question avec l'équipe pédagogique sans culpabiliser les personnels, y associer les parents ? Quelle marge de liberté prendre avec les programmes ? Comment ne pas être trop dans l'humain ?*

comment rendre l'école démocratique ?

…devant le congrès, par trois invités, Annick Kieffer, sociologue au CNRS, ...Philippe Taburet, enseignant en "lycée 2000"

➔*Atelier "Autonomie"*

P. Taburet a présenté son expérience au sein d'un "lycée 2000"à Paris.
Ces structures qui jouissent d'une très grande autonomie (financière, pédagogique et de recrutement) sont héritées des "lycées autogérés" (A. Savary en 1982).
Leur objectif : réintègrer dans l'école de jeunes décrocheurs autour d'un projet éducatif, leur permettre d'acquérir une formation.
Leur approche : privilégier la communication et les liens entre adultes et élèves. L'apprentissage passe alors par un enseignement ordinaire mais dans un cadre relationnel basé davantage sur l'écoute et le dialogue qu'exclusivement sur un rapport d'autorité.
Les classes bénéficient de très faibles effectifs. Sans chef d'établissement, chaque enseignant assure à tour de rôle la coordination du groupe.
Les équipes pédagogiques proposent trois méthodes de raccrochage scolaire :

- *L'école et la découverte des métiers.*
- *Travail pluridisciplinaire par groupes de compétences et méthodes pédagogiques innovantes.*
- *Partage entre école et investissement dans le milieu associatif (participation à des projets internationaux).*

Ces expériences montrent que c'est bien l'autonomie accrue des équipes qui est bénéfique plutôt que l'autonomie des établissements.
Ces structures fonctionnant avec des enseignants volontaires et motivés, sont particulièrement bien adaptées à ces élèves.

Déterminations sociales de l'éducation

"Les sociologues sont confrontés à un paradoxe : on constate une certaine stabilité dans le temps, dans tous les pays occidentaux, de la transmission des positions socioprofessionnelles entre générations, donc de la reproduction sociale (…) malgré la forte croissance et la démocratisation de l'éducation.

Cette stabilité peut laisser penser que l'origine sociale est une fatalité, que traduit la notion de "déterminants sociaux", qui interviendrait de manière mécanique quelles que soient les politiques scolaires, expériences pédagogiques, mobilisations des familles autour de la réussite de leurs enfants (…)

Longtemps centrées sur la reproduction sociale, les explications sociologiques se sont déplacées vers les inégalités entre groupes sociaux : si les individus étaient égaux la probabilité (ou la chance) d'accéder à une position sociale serait la même quelle que soit son origine. L'éducation serait alors l'instrument permettant cette égalisation "des chances" (…)

- ***Les politiques éducatives***, comme les moyens allouées, agissent directement dans le sens d'une réduction, ou au contraire d'un accroissement, des inégalités sociales. Celles-ci ne peuvent donc être attribuées uniquement à la composition sociale des familles (…).
- ***La sélection accroît les inégalités*** sociales d'éducation (…), les écoles unifiées ont permis leur réduction. Cela ne suffit pas ; encore faut-il réduire toutes les formes de ségrégation qu'elles soient scolaires (sélection des élèves) ou sociales (localisation des établissements et des classes).
- ***Les comparaisons internationales*** (…) telles les enquêtes Pisa (…) sont l'objet d'un usage politique abusif (…).
- ***La période 1985-1995*** (…) est marquée par une augmentation spectaculaire du pourcentage d'une classe d'âge obtenant le baccalauréat (…) Tous les groupes sociaux en ont profité (…) Cette élévation du niveau d'éducation a permis une modification de la structure sociale.
- ***Les mécanismes de sélection sociale*** s'effectuent très tôt ; dès la fin de 3ème les élèves les plus en difficulté s'engagent dans un cycle court technologique (…)
- ***Promouvoir l'égalité des chances*** ne peut se limiter à jouer à la marge sur les processus de sélection dans les filières d' "élite" (…) par différents systèmes de discrimination positive (…) Il conviendrait de jouer bien en amont, sur les inégalités de réussite précoces (…)
- ***Certains vont même jusqu'à faire l'hypothèse*** que "*l'expansion de l'éducation, spécialement quand elle prend la forme d'une différenciation hiérarchisée, revient à un processus de diversion, par lequel les membres des classes populaires sont détournées des possibilités d'accès aux positions d'"élite" et sont canalisées vers les positions sociales de second rang*".

> ***Des sociologues émettent des réserves sur ce processus d'expansion éducative et de démocratisation. Ils se limitent pour mener ce constat aux conditions d'insertion professionnelle de jeunes.*** (…) ***Les mécanismes de reproduction sociale semblent l'emporter malgré l'égalisation sensée être apportée par l'éducation. (…) On oublie alors le but de l'éducation, qui n'est pas seulement de former une main d'oeuvre, mais, (…) de permettre de transmettre à tous les connaissances permettant une compréhension de la société, un moyen d'action et une maîtrise sur sa vie et sa condition"* *

Annick Kieffer

Pages réalisées par Nicole Hennache

➔ *Lors de ce débat sur l'autonomie, les questions ont concerné plusieurs thèmes :*

le mode de fonctionnement de ces structures, le recrutements des enseignants (contractuels et titulaires, sur postes spécifiques académiques) et donc la déréglementation attachée à ces structures, le risque de dévoiement qui pourrait en découler, la crainte qu'une partie de ces méthodes soient dévoyée mais sans moyens adaptés et en y adjoignant l'autorité d'un chef d'établissement…
Et bien sûr l'accord sur le principe d'autonomie des équipes pédagogiques pour travailler ensemble et mener à bien des projets communs, et le rejet de la stricte autonomie de l'établissement et ses dérives.

S'ils n'ont pas répondu à toutes les questions, ces débats passionnés et intenses ont été une réussite qui appelle sans aucun doute des prolongements !

* *Pour lire l'intégralité de ces introductions aux ateliers, consultez notre site "unsen.cgt.fr"*

Les cadres… et le stress au travail !

Notre 6e congrès y a consacré, avec la participation de camarades de l'UGICT-CGT, une séance de travail qui a suscitée un grand intérêt chez les délégués.

Stress, dépression, violence, harcèlement moral… sont des situations vécues par les salariés de tous les secteurs.
La demande de traitement est grandissante. Sait-on par exemple qu'il existe 33 consultations en France et que toutes croulent sous la demande. Nous avons choisi d'aborder ce débat dans un cadre interprofessionnel pour souligner les similitudes de situation et croiser les analyses sur l'origine de la souffrance au travail. Les formes d'organisation imposées du travail évoluent. **Des réponses syndicales sont à construire**.

L'UGICT a approfondi ces questions dans le cadre d'un collectif "santé au travail", la FERC de son côté a son collectif. Il convient donc d'aller plus loin dans la confrontation des analyses.

Notre camarade Jean Pierre Cotton, très investi sur ces questions, s'était engagé dans la préparation de ce débat en proposant un exposé qu'une camarade de son SDEN a lu aux congressistes. Vous pourrez en lire ici de larges extraits, ainsi qu'un résumé de l'intervention de Maryjo Kotlicky, secrétaire Générale de l'UGICT.

Nous publierons l'intégralité de ces interventions, notamment celle de Jean-Pierre (et d'autres) sur notre site. Le journal Options publiera également un compte-rendu des débats.

➔ Jean-Pierre Cotton…
Après avoir brossé l'évolution des rapports au travail depuis 1975, en vient à l'Education nationale :

"a) La réforme de l'Etat

La théorie néo-libérale va de pair avec une "modernisation" de l'Etat poursuivie par tous les gouvernements depuis 1986. Le cœur en est de réduire l'Etat à ses fonctions régaliennes… réduire le nombre de fonctionnaires, privatiser tout ce qui est possible…, faire de la gestion commerciale le mode normal de fonctionnement du service public, l'usager devenant un client. C'est ce fonctionnement dégradé à moindres coûts avec moins de fonctionnaires pour faire plus de travail qui engendre le mal-être…

b) Le management dans l'Education Nationale

C'est l'application de ces modes de management qui est le nœud du problème.
Dés les années 80 ont fleuri dans les rectorats les formations souvent assurées par des cadres d'entreprise au management des ressources humaines, les secrétaires généraux de ces derniers devenant des DRH et M. Rocard parlant à l'époque du "stock" à gérer. …

c) L'appel au dévouement et à la pédagogie

… En 1975 l'enseignant dans le primaire vit encore dans la trace des noms prestigieux de Ferry et Freinet tandis que celui du secondaire, porté par le plan Langevin-Wallon de l'après guerre, met en place la massification du collège et du lycée… l'enseignant est un applicateur de recettes pédagogiques éprouvées, apprises dans l'institution dont l'inspecteur est le gardien.
Mais brusquement, avec l'irruption du management dans la gestion, l'institution est prise d'une transe de modes pédagogiques assises sur des théories jamais expliquées…
Pendant un certain nombre d'années les collègues assistent à un bricolage pédagogique complètement empiriste mâtiné de nouvelles technologies, le tout dans une nov-langue déroutante…

d) Crise du sens du travail scolaire et crise de l'identité professionnelle

Dans les enquêtes que nous avons faites, les enseignants quand ils parlent de l'intérêt de leur travail, mettent en avant la reconnaissance de son utilité sociale … la richesse des rapports avec les jeunes et l'engagement autour de valeurs républicaines et laïques...
En bref, un métier demandant un engagement fort mais aboutissant à l'épanouissement et à la construction de soi.

Par contre… ils parlent de travail sous tension (inappétence scolaire, incivilités…), d'un travail dégradé…, de la baisse des moyens, de la réunionite aiguë, de la montée des tâches périphériques, des "18h et de tout le reste", d'une mobilisation psychique constante, du sentiment d'être vidé. Ils se sentent à la fois seuls, coupables et impuissants….

Toute la problématique de X Darcos est là : comment obtenir un investissement supplémentaire sans moyens alors que ce qui est touché, c'est le coeur : le sens du travail.

e) Les effets sur la santé

…Dans un travail dégradé, il y a destruction de celle-ci… et une fragilité accrue de notre milieu. A la base, se trouve cette souffrance multiforme qui peut aller jusqu'au désintérêt total pour le métier, à l'épuisement professionnel.
Les indicateurs sont tous au rouge : réforme du dispositif réemploi - réadaptation, multiplication des dispositifs d'aides psychologiques dans les rectorats, coups de téléphone de stagiaires demandant comment démissionner, consommation de psychotropes analogue au dopage des cadres, multiplication de situations bricolées dans les EPLE, absentéisme…
Aujourd'hui, les pathologies anxio-dépressives sont devenues les premières pourvoyeuses des congés de réadaptation. En 1980 maladies des 40/49 ans, elles sont devenues vint ans après celles des 30/39 ans, signe sûr d'une usure plus précoce.

III - Sur quoi peut-on agir ?

Si c'est le travail qui est malade c'est sur lui qu'il faut agir …

a) Définir le travail

Question redoutable… Notre travail est un travail professionnel qui a un cœur et ce cœur doit être réaffirmé. Cela renvoie à toutes les discussions sur les socles nécessaires des connaissances.
Cela nous renverra aussi à une discussion engagée au congrès de Lille et que nous n'avions pas pu régler : celle du temps de travail (rappelez-vous les 15h sèches, ou 15 + 3 ou 16 +2)… La durée effective, telle qu'elle est définie dans les statuts, ne correspond pas à la charge de travail réelle…

>>>

>>>

b) Cerner les obstacles à un travail de qualité

C'est tout ce qui touche au management et sur lequel l'UGICT a plus travaillé que nous. Cela doit nous amener à revisiter les marges de la démocratie dans nos EPLE… Cela touche aussi aux emplois du temps…, à la formation, aux mutations, aux effectifs, à l'amplitude de la journée …

c) Creuser l'idée de stratégies de coopération

Nous avons, nous le savons, un métier "individualiste". Comment mutualiser un certain nombre d'efforts et sortir des stratégies de concurrence ? Comment travailler en équipes des stratégies de lutte contre l'échec scolaire ? …

d) Les lieux syndicaux d'expression

Derrière ce vocable généraliste il y a tout simplement l'idée que la souffrance doit trouver un lieu pour s'exprimer, dans la réunion syndicale mensuelle, dans ou entre établissements. Dans cette perspective, la participation à la CHS ne peut plus rester anecdotique.

> ***Un mot de conclusion : je suis persuadé que le syndicalisme joue une bonne partie de son avenir dans la prise à bras le corps de la souffrance au travail. Si nous laissons s'épanouir, dans les EPLE, le jeu des stratégies individuelles de préservation, nous allons éparpiller et banaliser cette souffrance qui disqualifiera l'organisation qui aurait signé ainsi son impuissance. Bon congrès !"***

Jean-Pierre Cotton, le 13 avril 2008

➔ Maryjo Kotlicky... a commencé son intervention en abordant l'affiliation de notre organisation à l'UGICT.

• ***"Il s'agit donc d'aborder la raison de l'affiliation par rapport aux objectifs que se donne la CGT parmi les enseignants :*** *offrir une perspective alternative au syndicalisme autonome dans le cadre d'un syndicalisme de masse des enseignants.*
Le syndicalisme autonome s'est construit sur une identité corporatiste et catégorielle qui nourrit une séparation entre le monde de la formation et celui du travail. Ce qui laisse d'ailleurs plus de marge de manœuvre au Medef pour s'approprier la formation universitaire notamment…"

• ***Il est important de ne pas banaliser la souffrance au travail…***
La France se classe au troisième rang mondial des suicides sur le lieu de travail (déclarés) avec plus d'un suicide par jour et au premier rang mondial de la productivité horaire ! Cette souffrance au travail n'est pas un problème d'individu résultant d'une fragilité personnelle, d'une charge psychologisante affective, mais bien un signal d'alarme d'une problématique plus collective : celle du risque d'une rupture entre le travail et son rôle de socialisation, d'une dévalorisation du travail lui-même…

• ***Lutter contre cette souffrance implique de revisiter d'urgence les modes de management des entreprises et administrations*** *(organisation du travail, orientation stratégique en lien avec la finalité du travail, exercice du pouvoir, prises de décisions…). C'est ce qui devrait nous permettre aussi de passer d'une politique de gestion des risques à une politique de prévention des risques à tous les niveaux. Les cadres sont de plus en plus touchés par le dopage, les dépressions, les infarctus et aussi les suicides.*
C'est aujourd'hui au cœur du travail qualifié et très qualifié que se trouvent les niches de productivité*..., la source de profits a changé d'objet, c'est moins dans la production que dans la conception, la formation et la commercialisation qu'elle se réalise. Le capitalisme a mis au point des méthodes adaptées. Se sont développées des formes d'exploitation plus dures, voire nouvelles, adaptées au travail qualifié. Cette surexploitation du travail qualifié se traduit par une instrumentalisation du "travail intellectuel", d'où entre autres une attention accrue du Medef et du gouvernement concernant l'ensemble de la formation.*

• ***Le gouvernement accélère les réformes… l'enseignement-recherche se retrouve dans l'œil du cyclone…***
La surexploitation du travail qualifié s'opère par l'introduction d'un modèle de management qui serait universel, dans le privé et le public.
Ce management se présente comme une technique rationnelle à appliquer, s'appuyant sur un dogme idéologique, une culture de la performance où il s'agit d'atteindre coûte que coûte des objectifs. …
Cette rationalisation du management a pour but d'éliminer tous les volets relationnels et démocratiques en faisant fi du contenu, de la finalité et du sens du travail dans le cadre d'une économie généralisée des coûts et l'atteinte de profits financiers à court terme. ***On voit très bien ce management professionnalisé entrer en force dans la fonction publique d'État à travers la mise en place de la LOLF …***
Mais, cette technique managériale cible particulièrement nos catégories en bouleversant leur place, leur rôle, leur apport dans le travail… Aspect ressenti d'autant plus fortement parmi ces catégories que leur travail à un impact collectif sur d'autres…

• ***Ainsi, le management vise à transformer l'encadrement en simple exécutant, nie sa technicité et son expertise*** *au profit de la "réussite", multiplie les procédures, d'où une perte du sens et de la finalité de sa mission, une dégradation forte de son image et de son utilité sociale et qui renforce l'individualisation.*
Il organise la précarité de la reconnaissance (qualification suspendue à la réalisation des objectifs quantitatifs) et du paiement de la qualification.
On exclut ainsi l'encadrement des garanties collectives (rémunération au mérite, changement des critères d'évaluation) : *on ne juge pas le travail, mais les comportements, la performance individuelle.*
Enfin, un management qui se double d'aspects coercitifs. Le management n'hésite pas à priver le cadre de sa citoyenneté. Il est moins important de s'intéresser à ce que pensent les cadres plutôt que de contrôler toute manifestation publique de désaccord (pression plus forte, droit de grève, mise au placard, devoir de loyauté, service minimum…).

Un management enfin qui casse toute forme de solidarité à travers le collectif de travail, *qui organise la concurrence et l'arbitraire, vise aussi à culpabiliser l'encadrement qui auparavant détenait plus de pouvoir de décisions.…*

> ***Face à la communauté de vécu… nous devons renforcer notre travail interprofessionnel. Ces catégories constituent un enjeu stratégique de toute transformation du travail…***
> ***Enfin, au moment où la recomposition syndicale se réactive (CGC, UNSA), nous avons besoin de construire un syndicat représentatif de l'encadrement, revendicatif et solidaire dans le privé, dans le public et la fonction publique. Si les cadres sont les salariés les plus syndiqués, c'est encore trop loin d'être le cas dans la CGT, y compris dans la fonction publique.***
> ***Or, les enseignants constituent la composante numérique la plus importante. C'est pourquoi, nous proposons d'investir d'une tout autre dimension la question des élections professionnelles dans l'enseignement.***

Maryjo Kotlicky, le 22 mai 2008

Pages réalisées par Alain Gautheron

Paroles de

Tout d'abord, BRAVO aux camarades de Nantes pour l'accueil et l'organisation du congrès, qui fut mon premier et dont j'ai beaucoup apprécié la qualité et la profondeur des débats. La parole a circulé librement, démocratiquement et toujours dans le respect des différences. Un des moments forts fut, pour moi, les interventions sur la pédagogie. En effet, il est nécessaire de prendre en compte les enjeux qu'elle représente dans la construction d'êtres en devenir que nous souhaitons libres et critiques, particulièrement dans un contexte où la politique éducative tend à renforcer les inégalités.

Petit regret concernant les votes..., il est dommage que nous n'ayons pas eu suffisamment de temps pour prendre connaissance des amendements.

J'aimerais enfin rendre hommage à Denis dont j'ai pu mesurer l'intensité de sa vie d'homme révolté et engagé, et à qui je dis "bonne retraite", sachant qu'on n'est jamais en retraite de ses engagements.

Yasmina Soltani, Certifiée, Sden 21

Petite carte postale du congrès... Au dernier bureau, suite à un moment d'inattention de ma part, j'ai été désignée volontaire pour aller au congrès… Je ne le regrette pas.

Le congrès, c'est super ! Le matin, on commence tranquillement, jamais avant 8 heures. Le soir, comme j'ai la chance d'être dans une commission, ça ne dépasse pas 1h30 du mat'. Ici, c'est très formateur : on apprend à défendre son point de vue (trouver l'argument qui va donner envie aux camarades de voter pour son amendement) et à penser vite (car les votes suivent immédiatement les débats). Ce qui me plaît le plus, c'est de voir autant de gens prêts à se battre (oui mais avec des mots) pour défendre leurs idées et convaincre les autres. Mardi, petite piqûre de rappel pédagogique avec Evelyne Charmeux : ça fait du bien ! Je rentre après 5 jours de débats démocratiques et je suis contente d'appartenir à la CGT éduc'action.

Eve Noailly, PE, Sden 06

En venant au congrès, j'avais envie de voir et entendre ceux du "national", ceux dont on lit les noms au bas des courriels, envie de vérifier que je me sentais en phase avec eux.

Et voici, glanées jour après jour, quelques-unes de mes impressions :

Lundi : les conditions de vie s'annoncent idéales (elles le seront). Les congressistes me paraissent jeunes, les femmes nombreuses. Discussion enflammée autour de : "On y va ou pas à la manif de jeudi ?" J'apprécie la recherche du compromis.

Mardi : je retiendrai la définition d'Evelyne Charmeux "une école démocratique est une école qui apporte à tous ce que certaines familles apportent à quelques uns".

Mercredi : début de l'examen des amendements sur les résolutions, les règles du jeu me paraissent complexes mais les interventions sont préparées avec sérieux. Clivage à propos de la place de la pédagogie dans le débat syndical et dans la réduction des inégalités : je me place résolument du côté de ceux qui la considèrent comme *décisive*. **Puis, ni vue ni connue, de 5 à 6, bain de mer. Eau, 17°. Tant pis pour ceux qui n'ont pas osé !**

Jeudi : et pourquoi ça ne marcherait pas une direction tripartite ? Les interventions de Catherine,Christophe et Patrick... me convainquent, j'ai envie de leur faire confiance. On fête le départ de Denis : un sacré bonhomme. Dommage, j'arrive quand il part !

Vendredi : matinée embrumée mais je repars gonflée à bloc. Sur la route du retour, **avec mes camarades , nous réfléchissons à la manière d'améliorer la préparation du prochain congrès !**

Corinne Houillon Revolte, COP, Sden 88

Lors de la table ronde sur les questions pédagogiques, je suis intervenu au nom de la CGT Éduc'action Drôme. Nous nous sommes interrogés sur l'opportunité de l'intervention d'Evelyne Charmeux, aurions préféré un débat contradictoire et qui intègre les réflexions confédérales sur les missions de l'école.

Il n'y a pas d'opposition entre démarches constructivistes et transmissives. Les choix pédagogiques restent essentiellement empiriques. Les approches transmissives permettent aussi une construction du savoir. Nombre d'enseignants n'ont pas le sentiment d'être les avocats de l'ultra libéralisme en faisant apprendre les tables de multiplications à leurs élèves ou en leur faisant faire des dictées. L'approche principalement pédagogiste véhicule le mythe de l'école libératrice alors qu'une cohorte de facteurs externes induisent la non réussite des élèves. La CGT sait ce qui est nécessaire aux élèves des classes populaires pour prendre l'ascenseur social : de vraies ambitions et de vrais moyens pour l'école.

Gilles Batens, PE, Sden 26

Premier congrès de l'UNSEN-CGT pour moi… Et pour une première, ça commence fort avec une participation à la commission des résolutions (qui étudie les amendements) : un travail fastidieux mais utile et instructif.

J'ai apprécié les débats de ce congrès. Les interventions sont souvent passionnées, parfois à l'excès, mais cela prouve que chacun prend à cœur l'avenir de la CGT Educ'action et de ses actions syndicales. D'un point de vue plus "catégoriel", ce congrès m'a permis de rencontrer d'autres militants CGT de la "vie scolaire" et des Camarades enseignants prêts à s'attaquer à la syndicalisation de ce secteur où règne la précarité. Je repars plus confiant et plus motivé. Enfin je souhaite revenir sur les diffusions de tracts (d'appel aux manifestations du 22 mai) de l'UL CGT des Sables d'Olonnes, diffusions pour lesquelles de nombreux congressistes sont venus prêter main forte : **le militantisme interprofessionnel, c'est vraiment le plus du syndicalisme CGT**.

Luc Way, Assistant d'Education, SDEN 31

Malgré des réticences à participer au congrès –la peur de ne pas être à ma place-, je reviens enrichie d'une nouvelle expérience, fière d'avoir participer aux débats et décisions collectives et surtout motivée pour relancer l'heure syndicale.

J'ai beaucoup appris sur la structure du syndicat, les idées qu'il défend et objectifs qu'il poursuit, j'ai découvert des personnes très engagées, entendu leurs discours, partagé ou non leurs idées, j'ai mis des visages sur ces noms. Je pense que c'est important d'avoir des référents, c'est ce qui manque à tant d'établissements. Le congrès m'a donné une vue d'ensemble des luttes qui se mènent partout, dont on n'a pas toujours conscience, mais aussi de l'ampleur de la tâche qui reste. C'est pourquoi il faut partager le travail, rester vigilant, savoir lire entre les lignes, innover dans l'action… Le plus important est de libérer la parole, rétablir le dialogue et réinventer un syndicat de proximité.

Catherine Mailhac, PLP, Sden 37

PLP LGH, membre de la C.E du 67 depuis peu, **néophyte j'attendais beaucoup de ce 6° Congrès de l'UNSEN CGT**, surtout dans le contexte de lutte dans lequel se trouvent la plupart des établissements...
Mes premiers jours à Saint-Jean-de-Monts m'ont laissé perplexe. En historien que je suis, j'avais l'impression d'avoir fait un saut dans le temps, de me retrouver au début du siècle, au congrès d'Amiens, en plein dans la lutte entre syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire. La guérilla des amendements, qui a son utilité dans le jeu parlementaire, me semblait ici bien dérisoire et même un peu ridicule. La remise en cause, mezza voce, des options de la direction sortante sur des choix comme l'affiliation à l'UGICT, ne paraissait pas non plus très opportune et la palme revient au débat récurrent et stérile au sujet des modalités de l'action à engager pour la manifestation du 22 qui a usé beaucoup d'énergie. Mais je n'étais pas encore au bout de mes surprises car le débat sur la pédagogie a aussi mis en lumière le fait que la CGT a aussi ses pédagogues et ses enseignants plus conventionnels.
Stupeur et tremblements furent donc mes premières réactions mais avec un peu de recul tout cela est loin d'être négatif. Le fait même que de tels débats aient lieu, que des amendements soient défendus bec et ongle, **que l'on puisse interpeler la direction sur ses choix, qu'il existe de nombreux courants d'idées... démontre la vigueur de notre syndicat** et son caractère profondément démocratique. De même, la division sur la question pédagogique ne fait que refléter la division du monde enseignant et montre que nous sommes en phase avec la société et les réalités du métier.
Au final ce congrès, malgré ses insuffisances et défauts, m'a permis d'avoir des échanges fructueux avec les camarades des autres SDEN et c'est avec une conviction renouvelée, des batteries revendicatives rechargées que je retourne dans mon lycée. Vive l'UNSEN, Vive la CGT.

Laurent Feisthauer, PLP, Sden 67

congressistes

Dans la CGT, le congrès c'est le vrai moment de démocratie directe, et on en attend beaucoup. C'était pour moi le 3è congrès et c'est vrai que les enjeux changent. Après les commissions des amendements, la participation au travail que recevront les délégués le lendemain ou le surlendemain (pour se prononcer) permet d'entrer au cœur de la démocratie et les débats qui ont eu lieu ont toujours été positifs.
Ce fut l'un des aspects positifs du congrès avec l'animation de la délégation du 92 afin que les nouveaux délégués participent au jeu démocratique en saisissant les enjeux des textes.
Autre point positif, l'hommage rendu à Denis lors de la soirée fraternelle.
Pourtant, il y a eu des moments moins bien que nous devrons régler pour développer un outil réellement démocratique et efficace dans la représentation des salariés.
Le texte de la 3è résolution (préparé différemment) n'a pas permis un débat serein. Son animation a été houleuse, il faut accepter que le débat soit contradictoire.
De plus, le travail sur les motions d'actualité est arrivé trop tard pour qu'il y ait véritable débat. C'est fortement dommageable car outre le fait que le congrès soit souverain, on ne doit s'interdire aucune discussion a priori.
Débattre, c'est la vie du syndicat. C'est donc bien sur l'amélioration de la vie démocratique du syndicat que la nouvelle direction (CEx et co secrétaires) doit agir.

Samuel Serre, agrégé, Sden 92

Le congrès de l'UNSEN ? Stimulant
Clin D'œil. D'abord il y avait la situation géographique du congrès, Saint Jean de Monts ; pour moi, défenseur d'un service public à la hauteur des besoins, c'est avec un franc sourire que j'ai accueilli l'info du Sden 85 : *"cette année c'est la première fois que le nombre d'élèves dans le public est plus important que dans le privé !"*.
La CGT ? un vrai outil démocratique. Ce qui m'a passionné, c'est l'importance du débat, des échanges tout le long du congrès, c'est énergisant ! S'enchaînent, débat général, demande d'intervention, "réso", amendements, ateliers, vote délibératif, consultatif…
Tout un ensemble d'outils démocratiques qui permettent de faire vivre la CGT au sein de l'union. **Parfois le débat agace certains, moi je trouve ça plutôt rassurant ; d'emblée, tu as la température de la *CGT EDUC'ACTION,*** et des idées qui la transpercent ! C'est fantastique la façon dont s'organisent échanges et votes des textes. Une seconde d'inattention et c'est la cata., on ne sait plus où on en est, et il faut se reconcentrer pour raccrocher au wagon.
Ensuite, j'ai vraiment aimé les deux thèmes sur la pédagogie... **je retiens l'importance de *"l'autonomie de l'équipe pédagogique et comment la construire dans l'établissement " qui* s'oppose à *"autonomie d'établissement"*.**
Je viens de la formation continue, et pour faire vivre nos actions pédagogiques, nous avons une grande autonomie ; importance du travail d'équipe etc. D'ailleurs, je viens d'approfondir ce point, le mettre en débat auprès de CPE de l'IUFM, le raccrochant aux thèmes de la prévention du décrochage, de la violence scolaire, des conditions de travail du personnel.

Marie-Dominique Fièvre, GRETA, Sden 86

Mon point de vue sur le 6è congrès de l'UNSEN est celui d'une invitée qui n'a pu assister qu'à une partie des travaux, à partir du mardi après-midi et n'a donc pas entendu le débat général.
Ma première impression a été la présence d'un nombre certain de camarades, généralement jeunes mais pas seulement, que je ne connaissais pas. Un aspect positif donc puisqu'il traduit un renouvellement des militants, même si la moyenne d'âge des délégués n'a pas significativement baissé.
Bien entendu, étant donné ma longue vie dans le syndicat, cela a été un grand plaisir, comme toujours, de retrouver beaucoup de camarades avec qui j'ai travaillé, partagé des satisfactions ou des moments moins heureux.

Enfin, **j'ai apprécié le fait que le secrétariat général à trois têtes compte un PLP et deux certifiés** : l'UNSEN-CGT, ou plutôt **la CGT Educ'action désormais, n'est plus le syndicat des seuls PLP**, son ouverture aux autres champs de l'enseignement s'affirme, même s'il reste encore beaucoup d'efforts pour accroître sa représentativité dans le 1er degré comme dans le second.

Françoise Raffini
retraitée de l'Unsen

La direction de la CGT Educ'action

Le congrès a élu une nouvelle commission exécutive de 53 membres, dont 21 nouveaux. Les candidatures ont obtenu entre 168 et 193 voix, la majorité requise (50%) étant de 97 voix.

La liste des membres de la CEx appelle quelques remarques

- 21 femmes, c'est trop peu.

Nous ne sommes pas encore à la parité et nous devons réfléchir à la façon d'associer toujours plus de femmes aux différents niveaux de direction de notre organisation syndicale.

- Les PLP ne sont plus majoritaires dans la CEx, ce qui traduit bien l'évolution de notre organisation et l'adhésion régulière de PE, de certifiés, d'agrégés, de PEPS, COP, CPE et personnels Emploi Vie Scolaire à la CGT Educ'action.

C'est très encourageant pour la présentation de liste CGT dans tous les corps aux prochaines élections paritaires du 2 décembre 2008.

Membres de la CFC

CHARPIN	Daniel	PLP
* DE VARENT	Renaud	PE
* GAILLAC	Jacky	Certifié
LENOIR	Mary-Pierre	PLP
* ROUF	Françoise	PLP

** nouveaux membres de la CFC*

Membres de la Commission exécutive

BARABINOT	Yvon-Yvan	PLP
BARIAUD	Christine	Certifié
* BOCHARD	Stéphane	PLP
* BRABANT	Matthieu	PLP
BRIATTE	Luc	Instituteur
BRIAULT	Benoit	PE
BUISSON	Marie	PLP
CADOT	Claude	Certifié
* CASTELLANI	Nadine	Certifié
CATALA	Agnes	PLP
* CAVELIER	Cecile	PEPS
CHARTIER	David	Certifié
CRETEUR	Brigitte	Certifié
* DEMANGEAT	Hélène	Certifié
DESIRE	Patrick	PLP
* DROUART	Benoit	Certifié
* FAURE	Daniel	Retraité
FERGANI	Arezki	PLP
GALIAY	Joël	PLP
GAUTHERON	Alain	PLP
GODARD	Christophe	Certifié
* GOIRAND	Pierre	Retraité
GOUTELLE	Maryvonne	Retraité
* GUESNIER	Yvon	PE
* HAMADI	Saadia	PLP
HENNACHE	Nicole	PLP
HIBLE	Valérie	Certifiée
JOLLY	Jean-Yves	PLP
KRASNOPOLSKY	Pablo	PLP
LE PICHON	Olivier	PLP
* LOUANGVANNASSY	Aline	Certifié
MACEDO	Ana	PE
MARCILLOUX	Michael	Certifié
* MARSETTI	Jeanine	CPE
* MONTENTOUX	Eric	Certifié
OLSAK	Fabrice	PLP
PECHOUX	Philippe	Certifié
PERRET	Catherine	Certifié
* ROASCIO	Anne	Certifié
* RUET	Sancia	PE
* SANCEAU	Guenaël	PLP
* SCHEIRLINCK	Franck	PE
* SCHNEGG	Pauline	Agrégée
SENECHAL	Hervé	PLP
* SERRE	Samuel	Agrégé
SEVERINO	Vincent	PLP
* SZYDLOWSKI	Patrick	PLP
VAN ROMPAEY	Fabienne	PE
VAULOT	Corinne	PLP
VERRON	Amaury	Agrégé
VIS	Pascale	PLP
VRIGNAUD	Alain	PLP
* WAY	Luc	A.Educ

** nouveaux membres de la CEx*

Des changements importants au Bureau de la CGT Educ'action

Certains partent...

Denis Baudequin, secrétaire général sortant, élu en 1998, responsable national depuis de très nombreuses années part en retraite. Il continuera à assumer ses responsabilités au sein de la CFC de la confédération CGT. Le congrès lui a rendu un hommage émouvant lors de la soirée fraternelle.

Ana Macedo, PE dans le Val de Marne et **Evelyne Strauss,** certifiée en Seine et Marne n'étaient pas candidates au BU. Elles continuent leur activité au sein de la CGT Educ'action et dans leur Sden.

…d'autres arrivent.

Brigitte Creteur, certifiée de Sciences physiques, secrétaire académique de Lille, a été élue au BU *(animation du pôle lycée)* ainsi que **Cécile Cavelier,** PEPS, trésorière du Sden 91, qui s'occupera entre autres des questions de vie syndicale.

La CE a réélu au BU **Luc Briatte, Alain Gautheron, Nicole Hennache et Alain Vrignaud.**

Elle a confirmé **Jean-Yves Jolly** dans ses fonctions d'administrateur de la CGT Educ'action.

Un co-secrétariat général de trois membres a été élu par la nouvelle commission exécutive.

Tous les 3 étaient dans le précédent BU : **Patrick Désiré**, PLP maths-sciences, **Christophe Godard,** certifié de gestion **Catherine Perret**, certifiée d'histoire-géo.

Les documents adoptés

En pourcentage	Pour	Contre	Abst.
Rapport d'activité	65,24	18,08	16,68
Rapport financier	83,47	9,84	6,69
Statuts	82,73	10,92	6,35
Résolution n° 1 : *Construire l'école de la réussite pour tous dans un service public d'éducation nationale unifié.*	83,50	8,60	7,90
Résolution n° 2 : *Un syndicat organisé pour plus d'efficacité*	79,99	10,41	9,60
Résolution n° 3 : *Territoires et syndicalisme : analyses et réponses syndicales. La démocratie comme exigence.*	62,82	26,33	10,85

Une introduction au débat qui témoigne du sens d'un engagement...

"Il n'est certainement pas banal de tenir un congrès syndical en mai 2008, date anniversaire d'une période dont nous re-vendiquons les acquis sociaux, alors que d'autres animés par une volonté de revanche, même à 40 ans de distance, veulent, disent-ils, en liquider l'héritage…

Avant de nous intéresser au présent, je voudrais revenir un court instant sur le passé, pour rappeler les fortes avancées sociales et sociétales imposées en 1968 par ce qui a été, avec 1936, l'un des plus importants mouvements sociaux de notre pays et pour lequel l'unité a constitué un puissant levier.

"Denis entraîne la conviction… A cette époque, les auxiliaires, après trois mois de cours, ne perçoivent pas de salaire. Un coup de sifflet, et on se retrouve tous sur les marches du rectorat. On a vraiment séquestré, pendant plusieurs heures, le trésorier payeur et nous sommes sortis, nous, les non titulaires, avec notre salaire.
Les rues de Versailles en tremblent encore. On "slogantait" à tue tête "on s'moque de nous, on fait l'école, on touche pas sous !"
Anne-Marie Martin, ex-administratrice de l'Unsen

Les luttes de mai et juin 1968 exprimaient une forte exigence de reconnaissance du et au travail, remettaient en cause des rapports hiérarchiques surannés et l'autoritarisme qui prévalait un peu partout. Elles contestaient l'intransigeance du pouvoir et du patronat totalement sourds aux revendications des salariés et des étudiants. Elles ont permis, sans que cela ne conduise à mettre en péril ni l'économie, ni les entreprises, de fortes augmentations salariales, la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise, la généralisation de la 4è semaine de congés payés et marqué une nouvelle étape pour l'émancipation des femmes.

"L'académie de Versailles, il en était le dirigeant. J'ai dans ces lieux, appris avec lui et par lui. Puis il y a eu le centre culturel de Goussainville. Ce n'est pas un hasard si j'y ai milité aussi. Denis, entre autres activités, animait le ciné club, la salle était rarement bourrée, mais les débats toujours pertinents. Tous les sujets y sont passés, le nucléaire, la peine de mort… La salle était pleine sur de tels sujets.
Oui, Denis est un cinéphile".
Daniel Fauré, ex-SG adj de la Ferc-Cgt

Comme chacun le sait, l'Histoire ne se répète pas, nous ne sommes donc pas, 40 ans après, dans une recherche de reproduction mécanique de mai 68.

"Tous ceux qui te connaissent savent que ton investissement dans la CGT ne va pas s'arrêter. Les responsables confédéraux se réjouissent de te voir si jeune retraité."
Alain Vrignaud, acad. Versailles

Nous sommes dans un autre contexte, avec d'autres données politiques, sociales et économiques, les acteurs ne sont plus les mêmes et pas seulement parce qu'ils ont vieilli.

Par contre, **ce qui est identique c'est le large mécontentement social face à la dégradation des conditions de vie et de travail,** mécontentement exacerbé par les fausses promesses de la campagne présidentielle.

De nombreux axes revendicatifs ont ainsi été mis, ou remis davantage, en évidence : emploi, salaires et pouvoir d'achat, retraites et protection sociale, missions de service public…, montrant que le Président de la République ne dispose d'aucun blanc-seing pour mettre en application **la vaste offensive anti-sociale qui constitue l'ossature de son programme**.

C'est ce dont témoignent à la fois le dévissage continu de sa cote de popularité, la déroute subie par la majorité présidentielle aux élections municipales et surtout, **les multiples luttes menées par les salariés et leurs syndicats**, dans de nombreux secteurs professionnels et entreprises, et dans lesquelles la CGT est largement présente.

Ce contexte renforce notre responsabilité pour mettre en œuvre **notre démarche syndicale de rassemblement des salariés sur des revendications partagées et de construction de mobilisations** à pousser le plus loin possible…

Nous devons nous appuyer sur notre expérience et nos points forts, sans nous cacher non plus nos insuffisances et nos difficultés pour savoir les dépasser…

Les défis revendicatifs à relever sont nombreux et, parmi ceux-ci, l'avenir du système éducatif se situe au premier plan."

Denis Baudequin
Rapport introductif au congrès de St Jean de Monts

"Denis a été un des rares camarades à s'élever contre l'emprisonnement des syndicalistes de Solidarnosc […]
A compter du congrès de Dieppe, 1988, nous avons travaillé à la construction de l'UNSEN et la création des SDEN, après la décision prise de transformer le SNETP en Union. Ce ne fût pas toujours simple. Aujourd'hui, nous pouvons prendre la mesure des évolutions. Je suis certaine que beaucoup considèrent cela comme ac-quis, mais cela fut le fruit d'une construction inégale par une équipe où Denis comme administrateur, puis comme secrétaire général, a joué un rôle important […].
"L'élargissement du champ de syndicalisation"..., la décision (est) prise par la fédération en 1987-88, mais pas sans difficultés puisqu'en 1990 nous n'avons pu présenter que trois listes 1er degré sur les quelque 20 possibles après intervention du secrétaire général de la CGT de l'époque auprès des UD. C'est en 1992 que la CGT a pris la décision "de ne plus s'interdire de syndiquer les enseignants" […]
Travailler avec Denis, cela a été 15 ans de complicité… "
Michèle Baracat, ex-secrétaire générale de l'Unsen.

Nicole Hennache